

Tribune libre

Tract du 1^{er} mai du groupe CCI-T

IL FAUT IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIERES, PARTIS ET SYNDICATS, D'APPELER A LA GREVE GENERALE POUR TOUTES LES REVENDICATIONS ET POUR CHASSER SARKOZY DU POUVOIR

Sarkozy, son gouvernement et l'UMP sortent laminés des Régionales

Sarkozy, son gouvernement, ses ministres candidats et son parti l'UMP sont sortis complètement laminés des élections régionales.

Privée de sa base politique, ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui la « minorité présidentielle » se déchire. Sarkozy et son gouvernement sont affaiblis, discrédités et rejetés par l'immense majorité de la population. Mais tout continue

Les licenciements, la misère et la précarité qui s'étend, la jeunesse sans avenir, les chômeurs en fin de droits à 460 € par mois pour ceux qui toucheront encore quelque chose, les suppressions de postes, la liquidation des retraites, la destruction des Services publics etc. etc.

Pourquoi ? Parce que tous les dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, se disposent pour interdire toute perspective de combat pour chasser Sarkozy du pouvoir.

Au soir des résultats des régionales, les dirigeants du PS, du Front de Gauche, se sont bien gardé d'indiquer la seule conclusion qui s'imposait : Sarkozy et son gouvernement, dehors !

Au contraire, ils demandent à Sarkozy de changer de politique, en attendant...les prochaines élections de 2012.

Les dirigeants syndicaux entonnent le même refrain, en « interpellant » les pouvoirs publics et le patronat en vue du Sommet social convoqué par Sarkozy en mai pour qu'ils prennent des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste etc. etc. Tous participent à la concertation sur la réforme des retraites voulue par Sarkozy au lieu de le renvoyer dans ses cordes avec un seul mot d'ordre : A bas la réforme de destruction des retraites !

Sarkozy, tant qu'il sera là, ne peut avoir qu'une politique en défense des capitalistes et des banquiers : poursuivre et accentuer toutes les attaques contre les salariés, la jeunesse, les services publics etc.

En Grèce, en Espagne, au Portugal comme en France ou ailleurs, les bourgeoisies et leurs gouvernements n'ont qu'une seule et même politique pour tenter de se sauver eux-mêmes : Feu sur les salaires ! Feu sur les retraites ! Feu sur les fonctionnaires ! Feu sur les emplois jugés non rentables ! La logique du capitalisme en crise ne peut conduire qu'aux pires régressions !

Les travailleurs se battent, contre les licenciements ou la fermeture de leur entreprise, mais tant que leur combat reste isolé, ils ne peuvent au mieux obtenir après une lutte acharnée que de meilleures indemnités de départ. A la SNCF, les salariés déterminés ont fait 15 jours de grève sans rien gagner, la direction préférant laisser pourrir la situation. Tout montre que ce n'est pas en se battant les uns après les autres, chacun son tour, ni avec la ribambelle de journées d'action convoquée par les dirigeants syndicaux que l'on pourra changer quoi que ce soit. De plus en plus nombreux, les travailleurs, qu'ils soient ou non directement engagés dans la lutte, qu'ils soient ou non syndiqués, n'acceptent pas que les directions syndicales refusent d'appeler dans l'unité :

Pour toutes les revendications, à la grève générale contre les patrons et leur gouvernement

Les directions syndicales n'en veulent pas ? La force existe pour le leur imposer ! Il faut l'organiser dans les usines, les bureaux et les facultés, localement et nationalement, voilà ce qui est nécessaire, voilà ce qui peut l'emporter !

Toutes les revendications se heurtent au même problème qui est politique : qui doit gouverner ? C'est ce problème que devra poser la grève générale à laquelle les travailleurs aspirent.

La mobilisation de toute la classe ouvrière et de la jeunesse dans la grève générale en défense de toutes les revendications devra mettre à l'ordre du jour le renversement du gouvernement des capitalistes, la constitution d'un gouvernement des travailleurs qui interdise les licenciements, exproprie les banques et les grandes entreprises, commence à réorganiser la production et l'économie en fonction des besoins et non plus de la sauvegarde du profit de quelques uns.

L'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière, laisse le champ libre aux manoeuvres, petites et grandes, de tous ceux qui, tout en se réclamant de la défense des salariés, permettent dans les faits à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir et de poursuivre son offensive. Le CCI(T) est un des éléments de la construction de ce parti révolutionnaire. Il propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.